

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 5 janvier 2026

Vous avez de quoi lire dans tout ce que j'ai publié et dans la causerie qui suit, je ne vais pas en rajouter, je suis malade. J'ai commenté certains passages.

Les évènements importants survenus au cours des dernières années, ont confirmé l'orientation de mon courant politique, j'invite les lecteurs à le vérifier en consultant les causeries (en ligne en pdf) depuis 2008.

L'oligarchie financière s'est emparée du pouvoir politique, et si elle a placé ses dirigeants à la tête des institutions de la plupart des Etats occidentaux, ce n'était certainement pas dans l'intention de s'en laisser compter, mais pour qu'elles appliquent son programme, par tous les moyens, quitte à user et abuser de la force, logique quand on détient tous les pouvoirs, elle n'a rien à craindre, elle peut agir en toute impunité, puisqu'il n'existe aucune force organisée capable de lui résister ou de s'opposer à sa volonté, aucune menace ne plane à l'horizon, hormis un éventuel soulèvement populaire révolutionnaire, mais même de ce côté-là, elle a fait en sorte que tout soit cadenassé ou elle a neutralisé, acheté le mouvement ouvrier, y compris l'extrême gauche.

Souvenez-vous, je n'ai pas arrêté de me demander quand cela se produirait-il. Ils ont lancé leur grande offensive en janvier 2020, et depuis ils n'ont pas cessé de l'étendre et de l'approfondir. Ceux qui n'avait rien vu venir, ne s'en sont jamais remis à ce jour. Je me sens bien seul à vrai dire.

Impossible de kidnapper l'ambassadeur américain en poste au Venezuela, l'ambassade américaine à Caracas est fermée depuis 2019, alors pourquoi ne pas kidnapper des personnalités américaines importantes actuellement au Venezuela pour les échanger contre Maduro et son épouse ?

Pourquoi en représailles à l'attaque contre le Venezuela, l'armée vénézuélienne ne bombarderait-elle la flotte américaine qui mouille à une encablure du rivage ?

Au lieu d'imaginer une réponse à la hauteur de l'agression américaine histoire de la stopper, sous prétexte d'être moins puissant, les autorités vénézuélienne font acte de soumission et acceptent de "*négocier*" avec un gang de fascistes notoires, c'est délirant, en procédant de la sorte, elles confortent et encouragent l'entreprise guerrière des Américains, alors qu'ils viennent d'avouer qu'ils n'avaient aucune solution de rechange sous le coude pour remplacer le gouvernement vénézuélien qui assure la continuité de Maduro.

Spécial Venezuela.

En famille.

Venezuela : La réaction de Macron à la capture de Maduro saluée par Trump.- Le HuffPost 4 janvier 2026

Lu.

Sur un article de Une de Mediapart du 3 janvier consacré au Venezuela, le commentaire le plus plébiscité par les lecteurs (162 abonnés l'ont recommandé) fustigeait :

- « *Pour condamner la Russie en Ukraine, c'était la grosse artillerie dès le jour 1.*

Quand c'est l'Oncle Sam qui commet le crime suprême d'agression, les condamnations sont inexistantes. Mediapart renvoie « courageusement » dos à dos Trump et Maduro. C'est ça, le « journalisme engagé » ? »

J-C - "Mediapart renvoie « courageusement » dos à dos Trump et Maduro", c'est le même procédé scélérat auquel a recouru la soi-disant gauche et extrême gauche envers tous les chefs d'Etats que l'impérialisme américain ou l'OTAN ont agressé et parfois liquidé physiquement depuis 1991, qu'il s'agisse des pays d'Europe central, du Moyen-Orient, de la Russie ou de l'Afrique, mais aussi de l'Amérique centrale ou du sud.

Les plus dogmatiques ou fanatisés d'entre eux, en fait décomposés politiquement, dénonçant ce qu'ils appellent "*le campisme*", ont accusé ceux qui refusaient de renvoyer dos-à-dos les agresseurs et les agressés ou leur infligeant un traitement identique, reprenant de fait la rhétorique de Washington ou de Bruxelles, pour finalement couvrir leur capitulation politique, leur alignement sur l'impérialisme américain et ses alliés, leur trahison de leur engagement politique envers le prolétariat mondial et le socialisme.

Je ne suis jamais tombé dans le piège du "*campisme*", qui consiste à soutenir aveuglément un régime agressé sans se soucier de sa nature. A chaque instant, j'ai adopté une position tenant compte du contexte réel, du rapport de forces entre les classes et les différents belligérants, les forces en présence ou engagée dans ces guerres, conformément aux aspirations des travailleurs de ces pays et au socialisme.

A l'opposé des opportunistes, j'ai soutenu inconditionnellement tous les Etats et peuples qui avaient été agressé militairement par les puissances occidentales, parce que en temps de guerre il est impossible de les dissocier sans porter atteinte à leur unité ou souveraineté, sans toutefois ne jamais manifester la moindre illusion dans les régimes en place dans ces pays, préservant mon indépendance politique et ma capacité de les combattre au côté de leur peuples...

Le gauchisme, la maladie infantile du capitalisme est devenue la maladie de l'extrême gauche dégénérée, en voici un exemple, peu importe l'origine.

- « *Tout en défendant la souveraineté du peuple vénézuélien, tout en dénonçant l'enlèvement criminel de Nicolas Maduro et de son épouse, il serait une erreur tragique pour les travailleurs et*

la jeunesse de s'aligner derrière ce régime oppresseur et anti-ouvrier. L'attaque contre le Venezuela par les Etats-Unis appelle à la naissance d'un anti-impérialisme de classe, très large, unitaire et massif. »

- « Sans apporter le moindre soutien politique au régime autoritaire de Maduro, nous nous plaçons résolument dans le camp militaire du Venezuela et luttons pour la défaite des États-Unis. »

J-C - Pour un peu Trump aurait eu raison de débarrasser le peuple vénézuélien d'un "régime oppresseur et anti-ouvrier", d'un "régime autoritaire". C'est à cela qu'on reconnaît l'extrême gauche de nos jours en France, elle n'a plus rien à voir avec le marxisme et le socialisme ou le communisme.

Qu'est-ce qui cloche ici, toujours la même chose, déjà évoquée précédemment. Les gauchistes ou les opportunistes sont des petits bourgeois qui prennent avant tout leurs désirs pour la réalité, ils se comportent en mythomanes. Ils croient dans leur récit au lieu de s'en tenir à la réalité ou aux faits, et les faits ici indiquent que Maduro et le ou les partis qui le soutenaient étaient l'unique force capable de résister à l'impérialisme américain dès lors qu'une partie importantes ou la majorité des travailleurs leur accordaient leur confiance, à tort ou à raison, c'est une autre histoire, il ne faut pas tout mélanger ou confondre sous peine de se tromper d'ennemi ou de faire son jeu.

C'est justement ce que font des groupuscules de militants révolutionnaires, certes animés de bonnes intentions, mais complètement marginalisés ou coupés des masses, oubliant que sans l'appui des masses aucun régime progressiste ne peut résister longtemps à une agression impérialiste, et ce n'est pas leurs incantations stériles qui y changera quoi que ce soit, ils divisent plus qu'ils ne rassemblent le peuple vénézuélien, ce que Trump et ses idéologues n'auront pas manqué de constater et de se féliciter.

Lu.

L'ordre international «fondé sur des règles» vient de tomber le dernier voile.

Ce qui reste ?

Une vérité nue : la force impose, le récit absout, le droit se tait.

C'est l'épitaphe d'un empire qui ne gouverne plus par la persuasion, mais par la bombe.

La puissance fait le droit, le récit fait la légitimité

Il est temps de cesser l'hypocrisie. L'ordre international contemporain n'est ni fondé sur le droit, ni sur des règles universelles, ni sur une morale partagée. Il repose sur une mécanique beaucoup plus simple, plus ancienne, et désormais assumée sans fard :

«La puissance fait le droit, le récit fait la légitimité».

Le reste n'est que décor : vocabulaire juridique recyclé, morale de circonstance et mise en scène diplomatique destinée à masquer une réalité brute.

Le monde est gouverné par des rapports de force, et ceux qui dominent écrivent les règles après avoir imposé les faits.

Le droit international : une fiction utile aux dominants

Le droit international est souvent présenté comme un rempart contre la barbarie. En réalité, il fonctionne aujourd’hui comme un outil de domination sélective.

Il ne protège pas les faibles : il les encadre.

Il ne contraint pas les puissants : il les justifie.

Lorsqu’un État occidental viole une souveraineté, bombarde, impose des sanctions extraterritoriales ou soutient une occupation prolongée, le droit devient soudain «complexe», «contextualisé», «sujet à interprétation».

En revanche, lorsque ces mêmes actes sont commis par un adversaire géopolitique, le droit redevient clair, sacré, non négociable.

Ce double standard n'est pas une dérive.

C'est le cœur du système.

Les institutions internationales ne sont pas des arbitres : ce sont des théâtres. On y joue des rôles, on y récite des textes, on y produit de la légitimité symbolique. Mais les décisions réelles sont prises ailleurs, par ceux qui disposent de la force militaire, financière, technologique et médiatique.

Le message implicite est limpide :

Le droit n'est pas au-dessus de la puissance – il en est l'émanation.

L'ère de l'impérialisme narratif

L'impérialisme moderne n'avance plus en uniforme colonial.

Il avance en langage.

Il ne conquiert plus seulement des territoires, mais des cadres de pensée.

Il ne s'impose plus seulement par les armes, mais par le récit.

Chaque guerre, chaque intervention, chaque opération clandestine est précédée – ou suivie – d'une construction discursive soigneusement calibrée :

L'ennemi est diabolisé

La complexité est effacée

L'histoire est simplifiée

L’émotion remplace l’analyse

Ce n’est pas un accident : c’est une stratégie.

Dans un monde saturé d’images, celui qui contrôle le récit contrôle la perception du réel.

Ainsi :

Une agression devient une «*opération préventive*»

Un siège devient une «*pression sécuritaire*»

Un effondrement d’État devient une «*transition démocratique*»

Le récit ne décrit plus la guerre : il la rend acceptable.

Le conflit est présenté comme une lutte absolue entre la civilisation et la barbarie. Toute analyse historique est suspecte, toute tentative de contextualisation assimilée à une complicité morale.

La guerre n’est plus un drame à résoudre, mais une croisade à prolonger.

Le droit international est brandi comme une arme idéologique, mais uniquement dans un sens. Les violations alliées sont invisibilisées. Les négociations deviennent immorales. La paix elle-même est suspecte.

Gaza

Ici, le droit international humanitaire est invoqué rituellement, puis vidé de toute substance.

Les civils meurent, mais le récit les dissout dans des catégories abstraites : «*dommages collatéraux*», «*boucliers humains*», «*zones complexes*».

La force écrasante est légitimée par une narration sécuritaire permanente.

Le droit n’est plus une limite : il devient un décor.

Venezuela

Le cas vénézuélien révèle la phase ultime et la plus cynique du processus.

Après l’élection présidentielle de juillet 2024 – dont les résultats officiels ont reconduit Nicolás Maduro, malgré les accusations (non prouvées) de fraude portées par l’opposition et immédiatement relayées par Washington pour justifier une non-reconnaissance et une campagne d’ingérence massive –, Maduro s’est maintenu face à une pression internationale incessante, s’est fait introniser en janvier 2025, puis a résisté à toutes les formes d’agression hybride.

Jusqu’à ce que la puissance brute parle sans masque.

Le 3 janvier 2026, les États-Unis ont lancé des frappes aériennes massives sur Caracas et des sites militaires, capturé Maduro et son épouse Cilia Flores, et les ont exfiltrés du pays.

À l'heure où ces lignes sont écrites, le Conseil de sécurité de l'ONU ne s'est pas réuni en urgence. La Chine et la Russie ont dénoncé une violation flagrante de la souveraineté vénézuélienne, tandis que plusieurs États d'Amérique latine ont exprimé leur «profonde préoccupation». Washington, de son côté, évoque une «*opération de stabilisation*» sans fournir de base juridique publique.

Le prétexte ?

Narco-État, menace régionale – le même récit recyclé depuis des années, amplifié par les allégations électorales jamais vérifiées de manière indépendante.

La réalité ?

L'impatience face à un État souverain qui refuse l'alignement, protège ses ressources pétrolières et s'allie à Moscou, Pékin et Téhéran.

La souveraineté n'est plus même conditionnelle : elle est annulée par la force quand elle gêne.

Le droit international ? Muet ou complice.

L'ingérence n'est plus dissimulée : elle est assumée comme «restauration de la démocratie» par ceux qui viennent de bombarder un pays sans déclaration de guerre.

Dans ces trois situations, le schéma est identique :

La puissance impose, le récit absout, le droit suit ou se tait.

Au Venezuela, il ne suit même plus : il est piétiné ouvertement.

L'événement vénézuélien ne crée pas une rupture : il officialise une logique déjà à l'œuvre. Il ne révèle pas un excès, mais la règle désormais assumée. Ce qui se faisait sous le masque du droit se fait désormais à visage découvert.

Le Sud global : fin de la soumission narrative

Ce que les chancelleries occidentales refusent encore d'admettre, c'est que ce jeu est désormais massivement démasqué dans le Sud global.

Pour des sociétés marquées par la colonisation, les coups d'État téléguidés, les guerres humanitaires dévastatrices, le discours occidental sur les valeurs universelles sonne creux. Il est perçu non comme une promesse, mais comme une menace.

Le résultat est visible :

Rejet de l'alignement automatique

Effondrement du soft power occidental

Montée de coalitions alternatives

Désaffection envers les institutions dominées par l'Occident

La Chine n'a pas besoin d'être vertueuse pour apparaître crédible : il lui suffit de ne pas moraliser, de ne pas bombarder au nom du bien, de ne pas humilier publiquement ses partenaires.

La Russie, malgré ses contradictions, capitalise sur une chose essentielle : elle attaque le récit occidental là où il est le plus fragile – son hypocrisie.

L'Occident face à sa faillite morale auto-infligée

L'Occident n'est pas affaibli par ses ennemis.

Il est affaibli par son propre discours retourné contre lui.

À force de proclamer des principes qu'il ne respecte pas, il a transformé chaque violation en preuve à charge. À force de se présenter comme arbitre moral, il a rendu chaque exception insupportable.

La conséquence est brutale :

La parole occidentale ne fait plus autorité

La norme n'est plus crédible

La légitimité se délite

La puissance reste, mais elle est nue.

Et une puissance nue inquiète plus qu'elle ne rassemble.

L'agression contre le Venezuela le 3 janvier 2026 en est la preuve irréfutable : quand le récit ne suffit plus, la bombe parle.

Un monde post-droit, post-illusion, pré-chaotique

Nous n'entrons pas dans un monde anarchique, mais dans un monde désenchanté.

Les règles ne disparaissent pas : elles cessent d'être crues.

Le véritable basculement est là :

Le droit n'est plus perçu comme une protection

Le récit n'est plus perçu comme une vérité

La légitimité n'est plus donnée – elle est disputée

Dans ce monde, seuls survivent ceux qui comprennent la grammaire réelle du pouvoir :

La force ouvre le champ du possible

Le récit fixe les limites du pensable

Le droit sert d'alibi

Le retour brutal du réel politique

«*La puissance fait le droit, le récit fait la légitimité*» n'est pas un slogan cynique.

C'est l'épitaphe d'un ordre international qui se prétendait moral mais fonctionnait comme un empire.

Le XXI^e siècle ne sera pas celui du triomphe du droit.

Il sera celui de la lutte pour le sens, de la guerre des récits, de la confrontation entre puissances qui ne cherchent plus à convaincre par la loi, mais à imposer leur version du monde.

J-C - L'auteur est sous influence malgré tout, car non seulement il s'en remet aux puissants responsables de ce qu'ils dénoncent, il a oublié la lutte de classe du prolétariat mondial qui seul peut ouvrir la voie au renversement du capitalisme ou à un monde meilleur ou plus juste. Autrement dit, ceux qui liront cet article dans les blogs où il a été publié resteront sur leur faim ou ils se retrouveront désarmés, il n'y a rien de plus déprimant ou démoralisant.

Dans cet univers :

Ceux qui n'ont ni puissance ni récit disparaissent

Ceux qui ont la puissance sans récit deviennent des parias

Ceux qui maîtrisent le récit sans puissance restent des commentateurs

La question n'est donc plus : qui a raison ?

Mais : qui peut imposer sa version de la réalité – et à quel prix ?

Venezuela : la puissance nue en action

Au Venezuela, le 3 janvier 2026 a rappelé une loi implacable : ni le droit ni le récit n'empêchent la puissance de s'imposer.

Quand un État refuse l'alignement et protège ses ressources, la logique du pouvoir prime sur toute légitimité déclarée.

Cette date est devenue un exemple cruel et vivant que, dans l'ordre international contemporain, la puissance et le récit ne sont pas des abstractions : elles s'incarnent dans des vies, des villes et des nations.

Le dernier voile est tombé.

Ce qui demeure, c'est la réalité nue du système : la force impose, le récit absout, le droit se tait.

J-C – Alors place à la lutte de classes et à la révolution socialiste internationale !

Lu.

- «*Président de la Paix*» en une année de mandat, le «*seul président américain à n'avoir jamais déclenché une guerre*».

- 1er février 2025, Somalie
- 15 mars 2025, Yémen
- 22 juin 2025, Iran
- 19 décembre 2025, Syrie
- 25 décembre 2025, Nigeria
- 3 janvier 2026, Venezuela

Dans la continuité de ce qu'ont toujours fait tous les présidents des États-Unis, mais en mieux, ce qui prouve que les faiseurs de rois ont encore une fois fait le bon choix en la personne de Trump.

Lu.

Normalement, une agression militaire aussi ouverte – impliquant le bombardement d'une capitale et l'enlèvement d'un chef d'État en exercice et de son épouse – devrait entraîner des condamnations immédiates et fermes de la part des gouvernements occidentaux, des références à la Charte des Nations unies et des menaces de sanctions. Rien de tout cela cette fois-ci.

Kaja Kallas, la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, ne condamne pas l'intervention militaire. Au contraire, elle la légitime : « *l'UE a déclaré à plusieurs reprises que M. Maduro n'a aucune légitimité et a plaidé pour une transition pacifique* ».

Après le « *deux poids, deux mesures* » observé entre l'Ukraine et Gaza, cela démontre l'hypocrisie derrière le prétendu « *ordre fondé sur des règles* » (rules-based order). Si le droit est appliqué de manière sélective, il ne reste que la politique de puissance. Le masque est tombé.

Cet acte de terrorisme d'État constitue un précédent dangereux qui risque d'entraîner tout le continent latino-américain dans une spirale de chantage économique, de guerre et de chaos. Quiconque ne prend pas position contre cette agression légitime, de fait, les futures attaques contre La Havane, Managua, Bogotá ou Mexico.

Il est urgent que les forces progressistes du monde entier – syndicats, mouvements sociaux, partis, intellectuels – s'organisent en un large front contre cette logique de guerre impérialiste. Il s'agit de bien plus que de la solidarité avec un seul pays : c'est une lutte pour la paix, la souveraineté et la justice sociale dans toute l'Amérique latine et au-delà.

Totalitarisme assumé.

Trump prépare l'appropriation du pétrole vénézuélien au profit des multinationales américaines - RT 4 janv. 2026

Depuis l'enlèvement illégal du président Nicolás Maduro, Donald Trump affirme vouloir aider le Venezuela à « *se reconstruire* ». Il promet l'arrivée des « *plus grandes compagnies pétrolières américaines* », qui vont selon lui « *dépenser des milliards de dollars* », « *réparer les infrastructures* » et « *générer des revenus pour le pays* ».

Mais derrière cette façade d'aide économique, les intentions réelles sont très différentes. L'objectif ne serait pas d'aider, mais de prendre le contrôle total du pétrole vénézuélien. Selon *Politico*, l'administration Trump a posé ses conditions : les compagnies pétrolières occidentales ne pourront revenir qu'en échange d'investissements massifs, et sous domination américaine.

C'est une stratégie de recolonisation économique : le Venezuela, privé de toute souveraineté, se voit imposer des entreprises étrangères, un agenda étranger, et des intérêts qui ne sont pas les siens. Le tout, alors même que l'embargo américain reste en place, maintenant le pays sous pression et le forçant à dépendre de ceux qui l'ont agressé.

Derrière les contrats, une prise de contrôle des ressources

Le projet américain vise directement le pétrole vénézuélien. Le pays possède les plus grandes réserves avérées au monde, avec près de 303 milliards de barils selon l'Agence internationale de l'énergie.

Ce brut lourd, difficile à traiter, est parfaitement adapté aux raffineries américaines du golfe du Mexique. Trump veut rétablir ce lien stratégique, mais aux conditions des États-Unis, et au seul profit des compagnies américaines.

Les groupes comme ExxonMobil et ConocoPhillips, expulsés après les nationalisations d'Hugo Chávez, sont invités à revenir. Pas par Caracas, mais sur décision de Washington, qui entend leur garantir un accès direct aux gisements.

Donald Trump ajoute que les États-Unis vont « *extraire du sol une quantité colossale de richesses* » et conserver une partie des recettes en compensation des « *dommages* » causés par le Venezuela.

Dans cette logique, les ressources du pays deviennent un outil de remboursement imposé, sans consultation populaire ni respect de la souveraineté.

Totalitarisme. Le président de la Guerre menace.

Venezuela : Rodríguez paiera « *plus cher que Maduro* », si elle « *ne fait pas ce qu'il faut* », menace Trump - RT 4 janv. 2026

À peine instituée, déjà menacée. Dans une interview téléphonique accordée ce 4 janvier à *The Atlantic*, Donald Trump a déclaré que la présidente par intérim du Venezuela, Delcy Rodríguez, paiera « *plus cher que Maduro* » si elle « *ne fait pas ce qu'il faut* ».

Il a affirmé que si le comportement de la présidente par intérim ne lui convenait pas, elle en paierait « *le prix fort, probablement plus cher que Maduro* », ceci au lendemain de l'enlèvement par les forces américaines du président vénézuélien et de sa femme en vue de les traduire devant « *la justice américaine* ».

« *Reconstruire le pays n'est pas une mauvaise chose* », a continué le président des États-Unis. Le Venezuela est « *en faillite. Ce pays est une catastrophe dans tous les domaines* », a ajouté Donald Trump au sujet de l'État sud-américain sous embargo pétrolier depuis plusieurs années.

« *Nous ne serons plus jamais une colonie d'aucun empire* », affirme Rodriguez

Dans la foulée de ce coup de force de Washington, le chef d'État nord-américain avait assuré que Delcy Rodríguez était « *fondamentalement disposée à faire ce que nous [les États-Unis] jugeons nécessaire pour que le Venezuela retrouve sa grandeur* ».

Vice-présidente depuis 2018, Delcy Rodríguez a été désignée le 3 janvier par la Cour suprême du Venezuela afin d'assurer l'intérim du pouvoir après l'enlèvement du président du pays.

« *Nous ne serons plus jamais une colonie d'aucun empire* », a de son côté déclaré Rodríguez, affirmant que le pays était « *prêt* » à se « *défendre* » ainsi que ses « *ressources naturelles qui doivent servir au développement national* ». « *L'unique président du Venezuela, c'est le président Nicolás Maduro* », a-t-elle également lancé, exigeant sa libération et celle de sa femme.

« *Nous avons besoin du Groenland, absolument* », a par ultérieurement déclaré Donald Trump à *The Atlantic*, répondant à la question de savoir si le Venezuela serait le dernier pays à subir une intervention américaine.